

page 183 lectures



L'ère des affrontements. Les grands tournants géopolitiques

Thierry de Montbrial

Paris, Dunod, 2025, 552 pages

Le président de l'Ifri ne s'épargne pas. À l'aube de l'été, alors que ses collègues politologues contemplent les vagues qui vont et viennent, Thierry de Montbrial, dans le calme de son bureau, rédige ses Perspectives d'ouverture du *Ramses*, rapport annuel de l'Ifri sur l'état du monde.

D'année en année, il se fait plus incisif, plus responsable aussi, en tirant leçon de plus d'un quart de siècle de vie diplomatique, décrivant, classant, esquissant quelque sage et patiente recommandation.

On le suit aujourd'hui avec la publication d'un ouvrage clef : *L'ère des affrontements*. Un titre révélateur. Thierry de Montbrial juge. Il n'a pas été dupe des synthèses béates que suscitait, à la fin du siècle, l'évocation mille fois commentée de la « mondialisation heureuse » ou de la « fin de l'Histoire ». Soyons objectifs : l'événement rare du nouveau millénaire n'a pas produit d'exceptionnelles divagations. À New York, la boule d'acier qui couronne un modeste gratte-ciel de Times Square est retombée au 1^{er} janvier sans fracas. À Paris, les touristes se sont étonnés sur les Champs-Élysées de la pauvreté du feu d'artifice – et partout chacun est retourné à ses affaires.

Quelques années plus tôt, un vrai événement spectaculaire s'était produit sans autre réclame. Voici qu'à Bruxelles, où siège l'Alliance atlantique, le 23 décembre 1991, un diplomate soviétique, ancien ambassadeur à Paris, corrigeant le texte d'un banal communiqué commun avec les gens de l'Ouest, rayait, en tête du document, le mot : URSS. « L'URSS n'existe plus », venait-il de dire après s'en être assuré auprès de Moscou. Acte de décès jamais imaginé par les Occidentaux dans leurs prédictions les plus folles. Fabuleux succès de l'Alliance, consigné sans bruit ni fureur.

S'enchaînait dès lors, au tournant du siècle, la longue supplique des anciens pays satellites, voire d'anciens membres de l'URSS comme les pays baltes, frappant à la porte de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ou de la Communauté devenue Union européenne. C'est à peine si, dans le charivari, perceait le murmure des diplomates français qui, certes, se réjouissaient du cours des choses mais recommandaient que l'on prit un peu de temps – plus qu'une fin de semaine bruxelloise – pour s'interroger sur l'avenir de la sécurité européenne.

Thierry de Montbrial n'était pas étranger à cette réflexion, prônant pause et nouvelle négociation, à l'image de celle, finalement positive, menée par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Le président de l'Ifri était expérimenté : il savait les critiques qu'appelle une diplomatie multilatérale parfois bavarder et brouillonner. Mais il avait pu constater qu'à l'ONU les diplomates s'étaient très vite entendus, sans acrimonie, pour désigner la Fédération de Russie

– capitale Moscou, drapeau rouge, bleu et blanc... – comme État successeur de la défunte URSS, membre permanent du Conseil de sécurité. Bel exemple de règlement rapide, juste, raisonnable : en un mot, réaliste.

Mais il y avait encore mieux à faire. Au lendemain de l'éclatement de l'URSS, après la disparition du Pacte de Varsovie, c'était l'organisation de l'Europe entière, avec ses préoccupations récurrentes de sécurité, qu'il eût fallu mettre en chantier, comme les diplomates – au moins français – en avaient le pressentiment. Ce fut aussi l'opinion, alors confortée par des transitions diplomatiques pacifiques, du fondateur de l'Ifri. Et c'est encore le plaidoyer de Thierry de Montbrial aujourd'hui, fil rouge d'une partie des remèdes qu'il entrevoit à « l'ère des affrontements ».

Ces derniers sont hélas évidents. Ils déchirent une partie de l'Europe et débordent sur tous les continents, de l'Amérique centrale où les troubles reprennent, de l'Afrique aujourd'hui méconnaissable, du Moyen-Orient où les guerres – Syrie, Liban, Israël, Yémen, Iran – s'enchaînent, à l'Asie suspendue aux oscillations chinoises.

La diplomatie peut-elle réussir ? Le supposer, et encore plus le dire, relève de l'acte courageux. Car la guerre nourrit la guerre, et tout propos insuffisamment guerrier déclenche une argumentation méprisante autour du souvenir honteux de la conférence de Munich. Le parallèle entre les deux crises n'est pas juste car, à l'échelle alors d'une partie de l'Europe – Allemagne, Autriche, Tchécoslovaquie –, on peut opposer, dans l'ensemble du monde, la liste impressionnante, depuis 1945, des négociations territoriales, des règlements institutionnels post-coloniaux, des tracés de frontières, des fusions – on hésite à ajouter : des acquisitions.

L'incapacité des Européens à dessiner une nouvelle organisation de leur continent a d'autres raisons. Les propositions ne manquaient pourtant pas. Tous les appareils diplomatiques avaient saisi leurs chefs d'État de plans relativement simples, prévoyant pour l'Europe une structure pyramidale, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) au sommet distribuant le règlement des crises, au choix, à l'ONU, à l'OTAN ou à l'Union européenne.

Deux mouvements intervinrent pour freiner, voire délaïsser, l'examen de ces propositions structurelles. Le premier tint à la réussite des conseillers du président français, qui le convinquirent que son principal succès serait moins de s'opposer aux vues éventuelles des Allemands sur l'avenir d'un pays – l'ex-Yougoslavie – qu'ils n'avaient jamais aimé que de détrôner le mark allemand de son statut dominant en Europe, et donc de faire de l'euro la monnaie unique de l'Union. La négociation de Maastricht porta donc beaucoup plus sur ce dernier sujet que sur les prémisses de la guerre yougoslave.

Mais à peine retombées les suites du succès des partisans de l'euro, les Européens durent faire face aux bouleversements de la guerre en Yougoslavie. L'actualité, chaque jour, à chaque réunion, était tragique. Le temps était à trouver des parades, à organiser la survie des populations, à engager des troupes, et plus à réfléchir

posément à la nouvelle organisation de l'Europe. Le temps n'était pas plus, pour une puissance virtuelle comme l'Union, à s'investir dans la recherche d'un apaisement extérieur à ses limites.

L'Europe appréciait-elle d'ailleurs l'évolution du monde ? Ainsi jugeait-elle « incongru », comme le rappelle Thierry de Montbrial, le voyage conjoint des dirigeants brésilien et turc à Téhéran dans le vain espoir de peser sur la politique nucléaire de l'Iran. Plus grave était la sidération suscitée en France par la brutale poussée russe en Afrique. Plus grave encore peut-être, le malentendu sur le « pivot » qu'Obama entendait faire effectuer aux États-Unis vis-à-vis de la Chine. Par « pivot », nombre d'Européens pensaient que le président américain allait consacrer davantage d'intérêt à sa relation avec Pékin. Mais l'Europe découvrait assez vite que ce qui était en jeu était vraiment grave : une rivalité, à perspective quasiment militaire, entre deux puissances crispées sur l'ambition du premier rang. Et Thierry de Montbrial de rappeler sur ce sujet combien dangereux la vieille prédiction de Thucydide selon laquelle la vraie cause des guerres résulte de la détermination d'une puissance établie à se défendre de l'immédiat rival.

Finalement alertés sur leurs jugements défaillants (« mondialisation heureuse » ou « fin de l'Histoire »), les Occidentaux peuvent encore réagir à la lumière des analyses que Thierry de Montbrial, année après année, persévère à exposer. Grossièrement résumée, la médecine s'articule autour de quelques vérités sévères. Fin de la fin de l'Histoire... La démocratie, heureusement encore vive, tardera pourtant à surmonter d'autres dogmes institutionnels. Fin de la chevauchée du bien contre le mal. Les expéditions d'Afghanistan, ou d'Irak, ont servi de leçons. Prise de conscience des permanences historiques : que les Occidentaux, comme les Russes, sachent bien, à propos du conflit ukrainien, que chacun sait lire les cartes géographiques avec l'aide de l'histoire ; et que chacun soit conscient que les questions de sécurité ne peuvent se résumer à des slogans. Chacun est certes libre de choisir ses alliés, son protecteur : mais qu'en était-il dans les Caraïbes d'octobre 1962 ? Et peut-on éviter de discuter de la suggestion russe selon laquelle la sécurité de l'un doit tenir compte de la sécurité de l'autre ? Et Thierry de Montbrial ne devrait pas être le seul à rappeler que la première condition de la sécurité est de disposer d'une défense nationale crédible.

Tout ceci suggère moins de paroles que des actes. D'où, quel que soit son bord, l'utilité de renouveler la lecture des recommandations du président de l'Ifri. Elles sont respectueuses de celles des autres, et n'empêcheront pas de consulter Samuel Huntington, George Kennan, Thomas Friedman, Zbigniew Brzezinski...

Mais elles inviteront à se garder des communiqués de victoire et des condamnations hâtives. Elles en appellent simplement à la modération du jugement et à la persévérance dans l'apaisement.

Alain Dejammet
Ambassadeur de France

China's Quest for Military Supremacy
Joel Wuthnow et Phillip C. Saunders
 Cambridge, Polity, 2025, 256 pages

**Under the Nuclear Shadow: China's Information-Age Weapons
 in International Security**
Fiona S. Cunningham
 Princeton, Princeton University Press, 2025, 400 pages

La montée en puissance spectaculaire de l'Armée populaire de libération (APL) depuis deux décennies, et les démonstrations de force autour de l'île de Taïwan comme lors du défilé militaire à Pékin le 3 septembre 2025, suscitent un intérêt accru pour ce que l'on peut désormais qualifier de deuxième armée du monde. Pourtant, les questions militaires chinoises restent un champ d'étude de niche, en raison de l'opacité de l'APL et du peu de sources disponibles (et de moins en moins disponibles, pour être précis). Aussi, l'ouvrage de Wuthnow et Saunders, comme celui de Cunningham, constituent-ils des ressources précieuses pour mieux comprendre cette organisation militaire et ses ambitions, selon des approches toutefois assez différentes.

China's Quest for Military Supremacy est un ouvrage généraliste sur l'APL, qui revient sur l'histoire, les capacités et les ambitions de l'armée chinoise ainsi que sur ses relations avec le Parti communiste et l'État. De l'aveu même des auteurs, l'ouvrage est né des cours qu'ils dispensent à l'Université de la Défense nationale à Washington et ne défend pas une thèse particulière, comme l'illustre d'ailleurs l'absence de conclusion générale. Il constitue néanmoins une entrée en matière très complète pour les étudiants, chercheurs et analystes qui souhaitent comprendre les rouages de l'APL, avec certains biais induits par la vision américaine, mais qui ne perturbent pas l'essentiel du propos.

À l'inverse, *Under the Nuclear Shadow* se distingue par un ancrage véritablement académique et une thèse méthodiquement défendue. L'auteure y développe le concept de « substitution stratégique » pour qualifier la stratégie chinoise d'utilisation de nouveaux « armements de l'ère de l'information » (*information-age weapons*) – les cyberarmes offensives, les missiles de précision et les armes anti-espace –, afin d'exercer une coercition sur ses adversaires en dépit de certaines insuffisances en matière de dissuasion conventionnelle et nucléaire, en particulier face aux États-Unis.

Alors que l'ouvrage de Wuthnow et Saunders repose très largement sur la littérature américaine, Cunningham se fonde massivement sur des sources chinoises récentes et un travail de terrain qui confère à son ouvrage un apport scientifique important, outre sa contribution conceptuelle au champ des études de la guerre et de la stratégie.

China's Quest for Military Supremacy est donc un ouvrage pédagogique et accessible pour se familiariser avec la structure, l'organisation, les capacités et la stratégie de l'armée chinoise. Les auteurs détaillent notamment certaines analyses consensuelles et essentielles sur la modernisation des équipements, avec un accent mis sur l'informatisation (au cœur de la thèse de Cunningham) et la modernisation du combat, en particulier l'interarméisation, soit la capacité à mener des actions coordonnées entre différentes forces et dans différents domaines. Sur le plan politique, la centralisation du commandement au sein du Parti communiste et entre les mains de Xi Jinping au cours de la dernière décennie est un élément central pour la compréhension de la transformation technologique, opérationnelle et politique de l'APL. La réforme de la Commission militaire centrale (CMC) impulsée par Xi Jinping en janvier 2016 illustre à la fois cette centralisation politique et l'accent mis sur la dissuasion nucléaire, mais aussi les capacités cyber et spatiales. Cette centralisation montre cependant peut-être ses limites, au vu des purges incessantes qui secouent l'APL, et jusqu'à la CMC. La question (incontournable) de l'unification avec Taïwan est également traitée à travers différents scénarios, dans un chapitre dédié.

Concentrons-nous ici sur le sujet plus controversé qu'est l'empreinte internationale de l'APL. Que la Chine ait des ambitions militaires globales fait largement consensus, mais l'évaluation de son empreinte actuelle, de ses ambitions précises et de sa capacité à les atteindre, et à quel horizon, fait débat. Les auteurs de *China's Quest for Military Supremacy* proposent une analyse maximaliste de la stratégie globale de l'APL (chapitre 8), considérant que la Chine a d'ores et déjà une empreinte internationale significative. Ils prennent comme exemples la base de l'APL à Djibouti, la contribution chinoise aux opérations des Casques bleus ou encore les opérations anti-piraterie dans l'océan Indien, mais aussi des exemples plus discutables tels que le nombre des attachés de défense ou les capacités militaires transfrontalières, comme celles de l'Armée des missiles et des forces aérospatiale et cybernétique. Ils reconnaissent toutefois que « l'APL est devenue un acteur global mais pas encore une puissance globale ». Ils précisent également que l'APL manque d'un organe de commandement interarmées robuste pour coordonner les opérations extérieures ainsi que des capacités logistiques suffisantes, indispensables pour projeter des forces loin du territoire national.

Wuthnow et Saunders estiment par ailleurs que ces limites ne sont pas le signe d'une faiblesse de l'APL mais qu'elles entrent en cohérence avec sa stratégie de défense, dont les priorités demeurent la protection du territoire et la capacité à mener un conflit de haute intensité en Asie de l'Est (donc dans l'environnement géographique immédiat). Ainsi, si l'ambition de la Chine est manifestement globale, sa mise en œuvre est, *primo*, plus ardue qu'on ne le dit souvent et, *secundo*, moins prioritaire que le théâtre est-asiatique.

Les auteurs abordent aussi la question controversée des bases chinoises à l'étranger. Depuis le début des années 2000, nombre d'observateurs fantasment l'ouverture de bases de l'APL à travers le monde, du golfe de Guinée au Pacifique Sud et parfois jusque dans les Caraïbes. Aujourd'hui, une seule de ces bases s'est matérialisée, celle de Djibouti en 2017, tandis que des soupçons forts se portent sur la base navale cambodgienne de Ream. Les prises de participation d'entreprises d'État chinoises

dans une multitude de ports commerciaux à travers le monde font également l'objet d'accusations de militarisation latente. Pour autant, l'utilisation d'un port commercial à des fins militaires ne va pas sans difficulté, et surtout sans autorisation des autorités locales, *a fortiori* dans un contexte de guerre.

L'ouvrage de Fiona Cunningham porte, lui, sur une dimension beaucoup plus ciblée de la stratégie militaire chinoise. Il traite d'ailleurs moins de la dissuasion nucléaire (comme pourrait le laisser penser le titre) que des capacités conventionnelles de la Chine, qui lui permettraient d'escalader dans une crise sans atteindre le chantage nucléaire : autrement dit, une dissuasion conventionnelle à l'ombre de la dissuasion nucléaire.

L'auteure part du constat que les puissances nucléaires sont face à deux options dans le « dilemme de la guerre limitée » (*limited-war dilemma*) : soit elles menacent de recourir à des moyens conventionnels supérieurs (quand elles le peuvent) ; soit elles recourent directement au chantage nucléaire (quand elles ne disposent pas de moyens conventionnels supérieurs). Cunningham analyse que la Chine a opté pour une troisième option : la « substitution stratégique ». Pékin aurait choisi de développer des armes qui ne délivrent pas de supériorité conventionnelle complète mais lui permettent d'user de leviers de coercition dissuasifs, sans atteindre le seuil nucléaire.

En tant que concept théorique, la substitution stratégique pourrait éventuellement s'appliquer à d'autres puissances nucléaires. L'Inde, par exemple, en position de supériorité conventionnelle avec le Pakistan mais d'infériorité face à la Chine, pourrait emprunter le même chemin.

La substitution stratégique est donc un apport conceptuel intéressant, mais qui connaît bien sûr certaines limites. D'abord, et comme le reconnaît l'auteure, l'efficacité de cette stratégie n'a pas été vérifiée empiriquement. Cunningham se repose sur divers exemples historiques pour démontrer les lacunes conventionnelles et nucléaires de la Chine, mais le levier des « armes de l'ère de l'information », qui viendrait se substituer à ces lacunes, n'a pas encore été utilisé.

On peut également trouver que les « armes de l'ère de l'information » sont insuffisamment définies : il s'agit selon l'auteure d'armes dont la caractéristique est la « dépendance vis-à-vis des réseaux d'information ». Or, non seulement cette définition est peu élaborée, mais les systèmes d'armes retenus dans l'ouvrage ne correspondent pas tous nécessairement à cette définition (un missile balistique traditionnel, par exemple, est peu dépendant des systèmes d'information), et bien d'autres systèmes d'armes auraient pu être considérés, comme les drones (aériens, navals et terrestres, pilotés ou autonomes).

Il n'en reste pas moins que *China's Quest for Military Supremacy* et *Under the Nuclear Shadow* sont deux ouvrages qui stimulent la réflexion et le débat autour de l'évaluation des capacités militaires de la Chine.

Marc Julienne
Directeur du Centre Asie, Ifri

Relations internationales

LE PLUS GRAND DES MAUX. SOCIOLOGIE DES GUERRES CIVILES

Gilles Dorronsoro
Paris, CNRS Éditions, 2025,
304 pages

Gilles Dorronsoro pose un regard de sociologue sur les guerres civiles, un objet qu'il étudie depuis les années 1990. Il mobilise les recherches d'une communauté de chercheurs spécialisés mais aussi les apports de « sociologues majeurs », dont Pierre Bourdieu. Critiquant les études quantitatives, il montre les limites de bases de données fréquemment citées. Liant empirisme, comparatisme et « propositions théoriques », il construit un « système explicatif » qui définit la guerre civile comme « la confrontation violente d'ordres sociaux ». Ceux-ci, dont l'État fait partie – y compris quand il est divisé –, se distinguent par leur « capacité à exercer une violence collective et organisée ».

L'émergence des guerres civiles est le fruit de « processus ou (de) configurations sociales », comme la marginalisation d'une partie de la population, le déclin des institutions étatiques, un conflit entre élites pour contrôler l'État ou une situation où « les protestataires ne disposent pas d'institutions » pour négocier avec l'État. De ce constat découlent trois modèles « d'entrée en crise » : des mobilisations sans mobilisateurs, une « dérégulation du champ politico-administratif » divisant les élites, ou la formation d'« organisations politico-militaires » pour renverser l'État. Ces modèles rendent compte de l'évolution des guerres civiles : elles

tendent vers une concentration des organisations sachant le mieux mobiliser leur capital militaire et rationaliser leur bureaucratie.

Fruits de transformations sociales, les guerres transforment les sociétés. La valeur et la distribution des ressources, comme le capital militaire, varient. Les « domaines d'activités spécialisées » se réorganisent, transforment leurs relations. Transformations sociales et incertitudes amènent l'individu à réfléchir « stratégiquement » à ses comportements, à sa situation ou son identité. Comprendre l'organisation de ces « nouveaux ordres sociaux » exige de s'interroger. Comment les individus s'engagent-ils en leur faveur ? Quels sont les processus de légitimation de ces ordres et leur mode de gouvernement de la population ? Quels sont les différentes structures observables et leurs « dispositifs de rationalisation et de discipline » ?

Au-delà de ces questions, l'auteur insiste sur l'influence du système transnational, marqué par la « stabilité des frontières internationales depuis 1945 » et la présence d'acteurs internationaux semblables (des ONG aux États-Unis...). Ceux-ci apportent capitaux et normes internationales mais cet « effet de système » est centrifuge et peut prolonger les conflits. Surtout, le « champ bureaucratique transnational » conduit à la « perte d'autonomie et de cohérence des institutions », et à une forme de « dépolitisation ».

Gilles Dorronsoro s'interroge en outre sur la dimension stratégique de la création de milices ou des violences extrêmes. Il semble toutefois considérer la distribution du capital militaire comme une « donnée » pouvant varier, sans détailler ce qui compose ce capital. On ne trouvera donc pas dans ce livre

de réflexions sur les armes utilisées, sur les rapports de force, sur les tactiques, ni sur les batailles. Les études stratégiques ou militaires sont absentes de l'ouvrage, ce qu'on peut regretter. La guerre civile n'est-elle pas, aussi, l'affrontement des volontés, le choc des armes, avec le sang versé ?

Aline Leboeuf

LES PÔLES EN 100 QUESTIONS. AU CENTRE DES NOUVEAUX ENJEUX GÉOPOLITIQUES ET CLIMATIQUES

Camille Escudé et Lydie
Lescarmontier

Paris, Tallandier, 2025, 336 pages

Deux expertes des mondes polaires abordent ici sous forme de questions thématiques l'ensemble des enjeux qui concernent les zones polaires, dans leurs différents aspects : géographie et histoire, géophysique et géopolitique, activités humaines, sciences, environnement et climat.

Avec un propos nécessairement redondant de par sa structure, l'ouvrage se veut pédagogique et la lecture en est aisée, y compris de manière segmentée. Les non-initiés pourront ainsi appréhender progressivement la problématique des deux régions polaires, l'Arctique et l'Antarctique, sœurs et pourtant éminemment distinctes.

La région arctique, dont la délimitation reste floue et les contours mouvants, y est ainsi mise en perspective comme bassin maritime semi-fermé à la confluence de nombreux intérêts géopolitiques renouvelés, et dont le modèle de gouvernance collégiale reste fragile entre États riverains, observateurs au Conseil de l'Arctique et peuples autochtones. Dans ce

contexte, la mise à l'écart de la Russie des discussions entre États arctiques depuis le début de la guerre d'Ukraine, et l'intégration de la Suède et de la Finlande à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord en 2023-2024, sont venues complexifier la prise en compte collective des enjeux majeurs de la région.

À l'opposé, les spécificités du modèle du traité de l'Antarctique, continent glacé dédié à la paix et à la science, sont également bien soulignées, ainsi que les limites de ce traité et de ses textes additionnels, tel le protocole de Madrid.

Dans les deux cas, l'enjeu central de la gouvernance de ces zones partagées, voire communes, et de la régulation des activités qui s'y déroulent apparaît clairement.

Sans occulter aucun des aspects de la problématique, les auteures prennent le parti engagé de souligner plus particulièrement tout au long de l'ouvrage les enjeux liés au réchauffement climatique sur ces régions fragiles (fonte du pergélisol, fonte des glaces et élévation du niveau des mers, impact sur la faune et les populations autochtones, impact sur le climat général), ainsi que le nécessaire équilibre à trouver entre protection de l'environnement et développement et exploitation économiques de zones encore préservées mais présentant un énorme potentiel. Enfin, la question d'une juste prise en compte des populations autochtones (plusieurs centaines de milliers de personnes : Inuits, Samis...) dans les discussions sur l'Arctique est bien posée, entre préservation de l'identité culturelle, intégration politique, pérennisation et valorisation des modes de vie ancestraux, développement économique et préservation environnementale.

Les trois dernières questions de l'ouvrage sont consacrées à l'avenir, avec un questionnement sur une possible fonte totale

des glaces polaires, une perspective scientifique ou encore une réflexion sur les apports de l'IA à une meilleure connaissance du monde polaire.

Au bilan, et alors que la France affiche une ambition polaire renouvelée, avec sa stratégie polaire « Équilibrer les extrêmes » publiée en 2022 et l'appel de Paris pour les glaciers et les pôles lancé par le président de la République à l'occasion du *One Planet-Polar Summit* de 2023, cet ouvrage constitue un excellent moyen de décryptage des arcanes des mondes polaires.

Guillaume Furgolle

**GÉOPOLITIQUE DU SABLE.
UNE RESSOURCE OMNIPRÉSENTE,
AUXILIAIRE DE PUISSANCE
ET DE CONFLITS**

Julien Bueb

Paris, Le Cavalier Bleu, 2025,
176 pages

Docteur en économie de l'environnement, Julien Bueb livre ici un ouvrage court et stimulant. Le sable, comme l'eau et l'air, semble un élément inépuisable. Il est massivement utilisé par le secteur du BTP et pour le remblaiement des plages et la poldérisation – les deux usages massifs de cette ressource. D'autres secteurs économiques utilisent le sable dans des proportions bien plus modestes : verreries, fonderies ou secteur pétrolier (le sable est massivement utilisé comme adjuvant dans la fracturation hydraulique des couches capturant gaz et pétrole de schiste).

Julien Bueb nous rappelle que cette ressource n'est pas inépuisable, surtout au

regard du boom de son utilisation dans les pays émergents (Chine en tête) et du développement du secteur touristique dans de nombreux pays. En effet, seuls certains sables ont les propriétés nécessaires pour être utilisés. Ainsi les sables issus des déserts sont-ils inutilisables dans le secteur du BTP (granulométrie trop homogène pour assurer la résistance des matériaux qui intègrent le sable). Une partie du sable de mer, selon les usages finaux, doit être désalinisé, ce qui implique la disponibilité de grandes quantités d'eau douce.

Outre cette tension sur le(s) marché(s) du sable – ou « granulats », pour reprendre le vocable utilisé par les opérateurs économiques –, le sable fait dans certains pays l'objet de trafics opérés par les « mafias du sable » (notamment au Maghreb), des plages entières pouvant être complètement vidées de leur sable ou fortement altérées. Le sable peut aussi se retrouver utilisé dans des configurations de portée géopolitique, comme le montre Bueb avec son analyse de l'utilisation massive par Pékin de cette ressource pour la poldérisation des îles Spratleys de la mer de Chine méridionale.

Dans sa frénésie actuelle, l'extraction des différents types de sables (de rivières, de mer, de feuilles [issu des montagnes] ou de carrières) génère, du fait de l'absence de régulation dans de nombreux pays, une multiplicité d'impacts négatifs : ils « affectent en profondeur les écosystèmes et les sociétés locales, souvent les plus vulnérables. On retrouve ici la boucle socio-environnementale, où les conséquences d'une activité économique dégradent la nature qui, par un effet cascade, nuit aux structures sociales, produisant des dommages environnementaux, souvent irréversibles, une nouvelle frontière des inégalités et une nouvelle source d'instabilité politique. »

La géopolitique du sable pose, à sa mesure, des questions plus globales sur les modèles et théories économiques qui nous gouvernent. Même si des progrès ont été accomplis depuis le rapport Meadows (1974), qui alertait sur les « limites de la croissance » dans un monde fini, la finitude des ressources naturelles ainsi que les effets délétères de leur surexploitation reste un impensé des théories économiques dominantes. L'auteur parle même du « capitalocène » pour désigner « le capitalisme en tant que système économique et organisation sociale du monde comme principale raison des effondrements environnementaux actuels ».

Alain Antil

Histoire

GÉNÉRAL BEAUFRE. PÈRE DE LA STRATÉGIE FRANÇAISE

Hervé Pierre

Paris, Perrin, 2025, 400 pages

Puisant à la source d'archives familiales et militaires complétées de témoignages précieux, comme à celle de ses très nombreux écrits, le général Hervé Pierre présente une biographie intime qui vise à réparer une « triple méconnaissance » de la vie et de l'œuvre du général d'armée André Beaufre (1902-1975), soldat remarquable, stratège accompli et stratégiste autrefois reconnu.

La vie de Beaufre fut d'abord celle d'un soldat. Et le récit enlevé de sa carrière nous rend familière l'histoire militaire du XX^e siècle, dont Beaufre fut un

ardent acteur. Décoré à 23 ans de la Légion d'honneur pour sa bravoure dans la guerre du Rif en 1925, il fut de tous les combats après le drame de 1940 et participa aux combats acharnés de la Libération en 1944-1945, avec Giraud puis De Lattre, exerçant ensuite des responsabilités croissantes dans les guerres politiques éprouvantes d'Indochine en 1947 et 1951, d'Algérie en 1954, et enfin de Suez en 1956 – un échec cuisant dont il ne se remit jamais vraiment après en avoir commandé les Forces terrestres.

Comme André Beaufre maîtrisait parfaitement l'anglais, il se distingua également aux nombreux emplois qu'il occupa en Centre-Europe et devint stratège des armées occidentales aux avant-postes du rideau de fer dès 1948, puis au plus haut de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord où il gagna sa cinquième étoile en représentant la France au *Standing Group* en 1961.

Le stratégiste fut nourri par l'observation aiguë et constante des très riches heures de sa vie militaire, par le compagnonnage intellectuel avec Liddell Hart, qu'il admira et dont il se reconnaissait le disciple, et surtout par la volonté de « bâtir l'avenir » pour conjurer les humiliations de 1940 et 1956. Admis en deuxième section en 1963, après que De Gaulle lui eût préféré Ailleret comme chef d'état-major des armées, Beaufre fut pourtant encouragé par le chef de l'État à « écrire pour faire connaître ses idées sur la stratégie moderne à l'âge nucléaire ». Ce qu'il fit aussitôt en créant l'Institut français d'études stratégiques et la revue *Stratégie*, à la tête desquels il connut un succès international jusqu'à sa mort brutale en 1972.

C'est donc à redécouvrir la pensée d'André Beaufre, dont le talent est d'avoir su articuler plusieurs concepts existants dans une herméneutique nouvelle, adaptée aux circonstances, que

Hervé Pierre souhaite nous inviter ici ; lui qui a consacré sa thèse de science politique à Beaufre en 2020. Si la postérité a surtout retenu son *Introduction à la stratégie*, parue en 1963, dont Beaufre testa les idées dans *Politique étrangère*¹ en 1962 et que l'Ifr fit rééditer en 1998, l'auteur souhaite nous guider plus loin, démontrant que les concepts toujours pertinents de « paix-guerre », de « stratégie totale » ou encore de « dissuasion populaire », dont il maîtrise l'exégèse, se déploient surtout dans *Dissuasion et Stratégie* (1964) puis *Stratégie de l'action* (1966), pour s'actualiser enfin dans *Stratégie pour demain* (1972) – dernier opus d'une série de quinze écrits à relire.

Et pour nous y préparer, Hervé Pierre a par ailleurs présenté et préfacé les textes non publiés par Beaufre qui forment sa matrice intellectuelle, sous le titre *Écrits de combat 1939-1942* (Paris, Perrin et ministère des Armées, juin 2025).

Louis-Marie Baille

Économie

CHOKEPOINTS: HOW THE GLOBAL ECONOMY BECAME A WEAPON OF WAR

Edward Fishman
New York, Portfolio, 2025,
560 pages

« Nos sanctions ont détruit notre influence en Iran », déclarait George W. Bush en 2004. Une décennie plus

tard, pourtant, elles jouaient un rôle central pour conduire à l'accord de Vienne ; et dans la suivante elles sont massivement déployées contre la Russie. L'histoire de cette mutation, construite sur le rôle pivot du dollar et les évolutions législatives nées du 11 Septembre, est connue et bien documentée. À différents postes au département d'État, au Trésor et à la Défense, Edward Fishman l'a vécue de l'intérieur et en tire un récit incarné, riche d'un luxe de détails et d'anecdotes versant parfois dans la surabondance.

L'intérêt de cet ouvrage riche d'enseignements est ailleurs : il restitue la complexité des processus à l'œuvre. Dans un monde où rapports de force et règles du jeu évoluent constamment, décréter des lois ou des sanctions ne suffit pas. Il faut s'assurer qu'elles soient suivies d'effets ; ce qui requiert une stratégie astucieuse mais aussi un travail de fourmi, associant diplomatie, influence et audace. Edward Fishman montre comment cet ensemble a pris corps.

Le principe est connu : il consiste à instrumentaliser des nœuds critiques (*choke-points*) de l'économie internationale, à commencer par le dollar, dont l'utilisation est difficilement contournable, et par extension le marché financier américain. Mais la pratique est complexe et dangereuse : le risque est grand de rater sa cible en permettant aux barrières imposées d'être contournées ou, au contraire, par excès de rigueur, de provoquer une crise financière ou énergétique.

La démarche s'appuie sur des sanctions secondaires (« soit vous appliquez nos sanctions, soit vous perdez l'accès à notre marché »), déjà appliquées sans guère de succès en 1996 contre la Libye et l'Iran. Preuve qu'une loi ne suffit pas – l'*Iran and Libya Sanctions Act* (ILSA), en

1. Voir aussi : P. Andrieu, « Un acteur encore trop méconnu en Europe : l'Asie centrale », Fondation Robert Schuman, 25 novembre 2024.

l'occurrence. La puissance d'une telle menace tient précisément à la possibilité de ne pas l'appliquer, sinon de manière parcimonieuse. D'où l'importance de la persuasion : Stuart Levey, premier sous-secrétaire au Trésor pour l'Intelligence financière et la lutte contre le terrorisme, commence par faire la tournée des places financières pour convaincre du sérieux des risques que prendrait tout contrevenant, pour finir par se donner les moyens de convaincre en 2010 les Émirats arabes unis, relais financiers de l'Iran, de s'associer aux sanctions. Ce qui n'empêche bien sûr pas d'utiliser aussi le bâton, la suite l'a montré.

Le jeu devient moins univoque lorsqu'il s'agit de sanctionner la Russie : les volontés politiques sont concourantes mais d'intensité variable, et les risques appréciés différemment. En 2014, il faudra le crash de l'avion de ligne MH17 pour décider les Européens à se joindre pleinement aux sanctions américaines. En 2022, au contraire, la capacité de persuasion de Mario Draghi sera nécessaire pour convaincre Janet Yellen d'accepter d'immobiliser les avoirs de la Banque centrale de Russie.

Beaucoup de questions restent posées sur l'avenir de ce pouvoir d'instrumentalisation des interdépendances économiques, souvent contesté et abondamment contourné. L'auteur dénonce d'ailleurs la légèreté dont les administrations américaines ont parfois fait preuve en la matière et il prône une approche beaucoup plus organisée, orchestrée par un « conseil permanent de la guerre économique » à créer au sein du gouvernement. À n'en pas douter, un signe des temps.

Sébastien Jean

États-Unis

CETTE AMÉRIQUE QUI NOUS DÉTESTE. LA COMPRENDRE POUR MIEUX LUI RÉPONDRE

Richard Werly

Bruxelles, Éditions Nevicata, 2025,
192 pages

Le trumpisme n'est pas une passade. Les Européens auraient tort d'attendre que s'épuise, simplement, la bourrasque. C'est une nouvelle Amérique qui leur fait face, une Amérique où la violence a pris le pouvoir, qui dirige contre eux l'idée fantasmée d'un passé qui n'a jamais existé, une Amérique impériale dont la domination doit se payer de la dégradation acceptée, voulue, des autres.

Trump est en soi peu intéressant, et d'ailleurs peu présent dans ces pages, sinon à travers les « brutes », les « prédateurs », les « profiteurs », qu'il installe aux manettes. Il est le prête-nom de deux Amériques qui nous détestent, nous autres Européens, pour des raisons contradictoires. Pour les élites économiques et technologiques du trumpisme, les Européens sont des proies, à la fois méprisées pour leur faiblesse et nécessaires pour leurs marchés : il s'agit d'exploiter sans vergogne les « clients » de l'empire. Pour de larges parts du peuple américain – cette part qui a naufragé dans une mondialisation pensée et réalisée pour les élites –, les Européens, dénoncés par le trumpisme, sont ceux qui ont profité de cette mondialisation « heureuse » et ceux qui l'incarnent le plus dans leurs valeurs revendiquées : pacifisme – quand la règle du western doit dominer –, ouverture, libéralisme

sociétal, éloignement d'une religion de plus en plus pesante outre-Atlantique...

Richard Werly a longuement sillonné cette Amérique « qui nous déteste », écoutant hauts responsables et ouvriers de stations-service. En ressort non l'idée d'une détestation universelle, mais d'un monde « d'en bas » qui rejette avec l'Europe l'image de son propre échec, au moment même où le monde « d'en haut » se projette dans des visions techno-économiques hors de la portée de médiocres Européens.

Un curieux alliage d'« enracinés » – ils se raccrochent à un passé rêvé pour dissiper les malheurs du temps –, de « fanatiques » – les idéologues auxquels Trump a ouvert les plateaux médiatiques –, de « menteurs » – les trafiquants de l'information – et de « conquérants » – qui veulent imposer le nouvel empire technologique sur le décrochage européen – définit cette Amérique dominante : non toute l'Amérique, mais celle qui se dresse devant nous.

Face à cette Amérique décidée à bousculer le monde – non pas selon les bienveillantes méthodes de l'impérialisme « démocrate » mais avec une agressivité elle-même bien loin du reaganisme –, les Européens auraient, pense Werly, tort de réagir par l'attente style-autruche, le mépris que nous dicterait notre « haute culture » face aux errances de l'inculte, ou par la soumission. Or c'est cette dernière qui désormais prévaut, du golf d'Écosse au bureau washingtonien où s'alignèrent, dociles, des dirigeants européens convaincus d'applaudir aux foudres trumpiennes.

La réponse européenne doit être claire : notre économie, notre sécurité, nos valeurs démocratiques sont menacées par la vague de cette Amérique-là, qui

nous déteste. Il y a urgence à répondre. Il ne s'agit pas de « dealer », mais de s'affirmer comme contre-puissance, dans un monde que nous ne voulons pas voir dominé par une logique de fauves ne poursuivant, *in fine*, qu'un but : un enrichissement peu destiné au « peuple » américain lui-même...

Le livre de Richard Werly parle haut et clair. Il nous dit vigoureusement qu'il faut se battre pour sa survie. Qu'aujourd'hui l'Amérique menace la nôtre. Et que cette menace ne s'arrêtera pas aux prochaines *mid-term*.

Dominique David

Afrique

L'AFRIQUE CONTRE LA DÉMOCRATIE. MYTHES, DÉNI ET PÉRIL

Ousmane Ndiaye

Paris, Riveneuve Éditions, 2025,

172 pages

Ousmane Ndiaye suit depuis plusieurs décennies, comme journaliste et essayiste, la trajectoire politique de nombreux pays francophones d'Afrique subsaharienne (ASS). On retrouve dans cet ouvrage la verve et la pénétration de ses chroniques sur France 24.

Cet essai s'inscrit dans une période où la démocratie est en reflux en ASS, et pas seulement dans les pays ayant subi des *pronunciamentos* militaires ces dernières années. Les troisièmes ou quatrièmes mandats, la faiblesse des contre-pouvoirs, les régimes gangrenés par le clientélisme, le népotisme et la concussion sont toujours présents. Dans de

nombreux pays, le quotidien est encore fait de brutalisation des institutions, mais aussi de toute forme d'opposition et des quelques médias sérieux qui surnagent dans un océan médiatique médiocre, souvent lui-même débordé par le sac et ressac de rumeurs et de visions simplistes du monde charriées par les réseaux sociaux.

Si le lendemain des « conférences nationales » avait fait entrer l'ASS, avec des rythmes et des intensités diverses selon les pays, dans un cycle de progrès démocratique et d'ouverture politique, la régression démocratique est palpable au sud du Sahara depuis une bonne dizaine d'années. Celle-ci s'insère, entre autres, dans un discours de plus en plus audible pour qui la démocratie, « importation de l'Occident », ne serait pas le régime idoine pour les pays africains, qui seraient en appétence de « régimes forts » et de « leaders éclairés », à l'image de ceux qui ont permis à certains pays asiatiques d'entrer dans des trajectoires de développement.

La démocratie « ruse de l'Occident », « culturellement incompatible » : la critique est notamment portée par un puissant courant néo-panafricaniste. Ousmane Ndiaye dissèque ces discours anti-démocratiques et montre que la démocratie n'est pas réductible à la seule tenue régulière d'élections concurrentielles – elle inclut également des notions de diversité des élites gouvernantes, d'inclusion politique, de recherche d'équilibre des pouvoirs, ou tout du moins d'évitement d'une trop grande concentration dans les mains d'un seul homme, notions qui ne sont d'ailleurs pas étrangères aux modes politiques déjà vus dans l'histoire précoloniale africaine.

Le discours néo-panafricaniste est porté par des bateleurs mais aussi – et c'est le plus inquiétant – par des figures intellectuelles qui en viennent à prôner la

dictature pour l'Afrique ou, cas le plus fréquent, se montrent étrangement accommodants avec les juntes quand ils n'avaient pas de mots assez durs pour les régimes civils qui les ont précédés.

Le courant néo-panafricaniste contemporain, nous dit l'auteur, semble se désintéresser de l'Afrique, de son histoire et de sa complexité. Il n'arrive pas à produire de pensée articulée, seulement un brouet de slogans « anti-impérialistes ». Une pensée sérieuse se devrait par exemple d'effectuer un bilan critique du « panafricanisme au pouvoir » dans les générations précédentes (Nkrumah, Sankara, Sékou Touré...). Sans ce prérequis, le néo-panafricanisme restera condamné aux propos d'estrade et aux imprécations.

Un ouvrage à lire d'urgence.

Alain Antil

DE LA LOYAUTÉ AU CAMEROUN. ESSAI SUR UN ORDRE POLITIQUE ET SES CRISES

Marie-Emmanuelle Pommerolle
Paris, Karthala, 2024, 228 pages

Le Cameroun, ce pays présenté parfois comme une réduction de l'Afrique, inspire les politologues dans le domaine conceptuel. Après « l'assimilation réciproque des élites » de Jean-François Bayart, le « néo-patrimonialisme » de Jean-François Médard, la « postcolonie » d'Achille Mbembe, Marie-Emmanuelle Pommerolle place la « loyauté » au centre de sa réflexion sur sa stabilité institutionnelle face à de multiples crises depuis l'indépendance.

Écrit pour des théoriciens des sciences sociales du politique, le livre, issu d'un

mémoire d'habilitation à diriger des recherches, aborde des thématiques très diverses selon les chapitres, de la pratique électorale aux rapports avec l'ancienne puissance coloniale, en passant par la position des universitaires vis-à-vis de l'État. Il ne trouve de véritable fil conducteur que dans le maniment, avec une remarquable habileté conceptuelle, du terme de « loyauté ». Conçu comme un « outil d'analyse », ce terme permettrait, affirme l'auteure, de « faire la jonction » entre trois dimensions sociologiques demeurant fort éloignées les unes des autres : la « domination », la « participation » et le traitement « politique » des crises.

La « loyauté » est ici définie d'une manière assez large puisqu'elle s'applique aussi à ceux qui tolèrent le régime actuel sans adhérer formellement à son idéologie. En outre, le terme renvoie à une analyse politologique bien particulière : celle appliquée par Albert Hirschman en 1993 au fonctionnement du système de l'ancienne République démocratique allemande (RDA) avec sa trilogie *exit-voice-loyalty*, traduit ici par « défection-prise de parole-loyauté ». En insistant sur le troisième élément, Marie-Emmanuelle Pommerolle souligne cependant qu'en anglais *loyalty*, pour définir « une sorte particulière d'attachement à une organisation », n'a pas tout à fait la même signification que le français *loyauté* et « renvoie aussi bien à loyalisme qu'à loyauté ».

Ces préalables théoriques, qui orientent tout le livre, sont abordés en introduction dans une réflexion politologique générale portant sur les thèses de Hirschman, sans approche spécifiquement africaniste. Ce n'est qu'avec un premier chapitre sur les élections qu'est ensuite examinée en détail la « situation autoritaire » qui caractériserait le Cameroun, et dans laquelle l'auteure identifie des « pratiques » de

« loyauté », qu'elle a relevées notamment dans des positions personnelles d'« observation participante » de type anthropologique, durant les processus électoraux ou au cours de certaines cérémonies officielles par exemple.

Il résulte de cet examen à la fois théorique et factuel que la loyauté envers l'État central camerounais et son idéologie officielle n'est nullement acquise, ne va nullement de soi dans des situations de crise. Le cœur de cette démonstration se trouve dans les développements du chapitre 5, consacré à la rébellion sécessionniste toujours en cours au Cameroun anglophone. Les violences, comme les « loyautés », y sont « contradictoires », allant même jusqu'à ce qui est qualifié de « radicalisation des loyautés » avec le temps. C'est beaucoup moins le cas pour les « variations intellectuelles et populaires de l'anti-impérialisme » d'un chapitre précédent, formules conceptuelles regroupant assez mal des thématiques allant de Boko Haram à l'homophobie.

François Gaulme

Asie

HOUSE OF HUAWEI: THE SECRET HISTORY OF CHINA'S MOST POWERFUL COMPANY

Eva Dou

New York, Portfolio, 2025,

448 pages

Huawei, vilipendé comme bras armé du Parti communiste, maître d'œuvre de l'espionnage et de la surveillance

chinois, est aussi un symbole de la formidable modernisation chinoise des quarante dernières années. La journaliste Eva Dou propose ici une histoire de l'entreprise et de son fondateur, Ren Zhengfei.

The House of Huawei se lit comme un roman, sans que soient négligés sources, archives ou entretiens. Le livre est narré à hauteur d'homme, à travers le parcours de Ren Zhengfei, de sa fille Meng Wanzhou et des principaux partenaires de l'entreprise, tels que Sun Yafang, ancienne vice-présidente réputée « Dame de Fer », ou encore Eric Xu et Ken Hu, vétérans aujourd'hui dirigeants de Huawei.

Ren Zhengfei a imposé une « culture du loup », demandant à ses salariés une dévotion absolue, lui-même naviguant dans les méandres de la politique, maintenant un équilibre précaire – artificiel ? – entre son statut d'entreprise privée et d'entreprise chinoise.

Si Eva Dou fournit un état des connaissances existantes, elle évite adroitement les questions les plus contentieuses : Huawei est-elle une extension du gouvernement chinois ou une véritable entreprise privée ? Est-elle un danger pour la sécurité nationale des pays clients ? Peut-on considérer que son succès est dû à des vols de technologies ou à d'autres pratiques illégales ?

Journaliste chevronnée, l'auteure s'attache à rassembler des preuves, à citer des faits, laissant au lecteur la liberté de son opinion. Elle rappelle que l'entreprise a collaboré aussi bien avec Pékin qu'avec le renseignement britannique, qu'elle a bénéficié de l'expertise américaine pour construire ses outils de surveillance et que la NSA a autant exploité les équipements Huawei que son homologue chinois. Huawei s'est bien rendu coupable de vol

de propriété intellectuelle, mais a aussi bénéficié de l'avidité d'entreprises prêtes à brader leurs technologies pour des parts de marché.

Si le destin de Huawei est exceptionnel, il n'en est pas moins un symbole de la transformation de la Chine et de l'éthos qui a accompagné cette modernisation. N'importe quelle entreprise privée en Chine doit entretenir des liens avec le Parti. Huawei a ainsi pu bénéficier du soutien financier massif d'un État qui a vu dans l'entreprise une chance de développer une industrie des télécommunications. Comme Eva Dou le montre, cela n'implique pas forcément une soumission aux intérêts de l'État-parti, et Huawei a su (ou dû ?) manœuvrer pour conserver une forme d'indépendance.

Ren Zhengfei se voit comme un patriote. Au-delà de ses convictions personnelles, c'est une nécessité performative : l'entreprise veut montrer qu'elle contribue à la prospérité et à la modernisation de la Chine. Vital pour garantir les liens politiques avec le Parti, ce patriotisme a une face sombre : Huawei a pu s'enrichir grâce aux contrats du régime de surveillance chinois et à la construction des programmes *Skynet* et *Sharp Eyes*.

House of Huawei ne vise pas forcément à donner des réponses tranchées, préférant suivre les nuances d'une épopée entrepreneuriale à la croisée de nombreux thèmes des quarante dernières années (modernisation chinoise, rivalité technologique sino-américaine, espionnage numérique, cultures et pratiques entrepreneuriales), laissant au lecteur la liberté de conclure selon ses propres prismes politiques – une qualité rare dans un débat sur la Chine contemporaine souvent marqué par des prises de position sans nuance.

Pierre Sel

JAPAN'S DEFENSE ENGAGEMENT IN THE INDO-PACIFIC: DETERRENCE, STRATEGIC PARTNERSHIP, AND STABLE ORDER BUILDING

Nanae Baldauff

Cham, Springer, 2024, 204 pages

L'ouvrage de Nanae Baldauff s'attache à montrer comment le Japon, longtemps perçu comme un acteur militaire contraint, a su élargir son rôle sécuritaire par le biais d'engagements de défense qui ne relèvent pas de véritables alliances.

Pour ce faire, l'auteure propose un cadre distinguant quatre volets d'action caractéristiques de ces engagements – les exercices militaires, le renforcement des capacités des partenaires, le renforcement des capacités propres du Japon et la coopération en matière d'équipements et de technologies de défense –, en les mettant en relation avec les objectifs stratégiques de Tokyo : renforcer la dissuasion, promouvoir la sécurité coopérative et favoriser un ordre régional stable, à travers la vision d'un Indo-Pacifique libre et ouvert.

Cette approche a le mérite de la clarté sur un sujet souvent traité de manière morcelée et met en lumière la cohérence et la finalité d'initiatives *a priori* disparates.

L'un des principaux atouts de l'ouvrage réside dans son ampleur empirique. Baldauff ne se limite pas aux partenaires les plus évidents, comme l'Australie, mais propose une analyse comparée de dix relations clés, avec l'Australie, l'Inde, l'Indonésie, le Vietnam, les Philippines, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est comme acteur collectif, le Royaume-Uni, la France, l'Organisation du traité de

l'Atlantique nord et l'Union européenne. Chaque étude de cas resitue l'engagement de défense du Japon dans son contexte historique, retrace son institutionnalisation et évalue sa contribution aux objectifs stratégiques de Tokyo. Ces analyses montrent que l'engagement de défense est devenu un instrument stratégique à part entière, et non plus un simple prolongement de l'alliance avec Washington.

Baldauff offre ainsi un panorama de la diplomatie de défense japonaise qui permet de reconfigurer notre perception du rôle du Japon comme acteur stratégique autonome.

On relèvera toutefois que les études de cas s'arrêtent en mai 2022, l'ouvrage étant l'adaptation d'une thèse de doctorat. Depuis, d'importantes évolutions stratégiques ont transformé la posture de défense japonaise dans un contexte de dégradation sécuritaire accélérée. L'adoption, en décembre 2022, de la Stratégie de sécurité nationale et du Programme de défense a révisé les priorités fixées en 2013. Tokyo s'est engagé à augmenter son budget de défense à 2 % du produit intérieur brut d'ici 2027, à développer une capacité de contre-attaque et à renforcer l'intégration multi-domaines et interarmées, y compris avec les forces américaines. Les engagements de défense du Japon ont également évolué de manière spectaculaire, notamment avec la Corée du Sud (sommet trilatéral de Camp David en 2023), les Philippines (pacte de défense de juillet 2024) et l'Australie (vente de frégates *Mogami* annoncée en août 2025). Enfin, le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche début 2025 a accru l'inquiétude de Tokyo sur la crédibilité de la dissuasion américaine et renforcé sa volonté de diversifier ses partenariats.

Ces évolutions pourraient modifier certaines dynamiques identifiées par Baldauff et rendent une actualisation de l'analyse particulièrement souhaitable. En dépit de cette limite, l'ouvrage demeure une référence par sa rigueur méthodologique, la clarté de son argumentation et la richesse de ses données.

Céline Pajon

L'ASIE CENTRALE EN 100 QUESTIONS. AU CROISEMENT DES GRANDES PUISSANCES

Michaël Levystone

Paris, Tallandier, 2025, 384 pages

Ce livre se présente comme une sorte d'encyclopédie de plus de 350 pages qui passe systématiquement en revue, en 100 courtes fiches de 2 à 4 pages, réparties en 6 chapitres thématiques (histoire, politiques intérieures, religion, économie, géopolitique, société et culture), les aspects essentiels des cinq États de cette région.

L'auteur souligne avec justesse que cette région, jusque-là peu connue en Europe¹, connaît depuis quelques années « un regain d'intérêt généralisé » et doit « relever des défis absolument majeurs ».

Parmi les thèmes abordés, on relèvera, dans le chapitre consacré à l'histoire, les causes du déclin de l'Asie centrale. Le processus de sédentarisation tout d'abord, entamé dès l'époque de Tamerlan, mais surtout l'émergence et la consolidation, dans son environnement

régional, de puissances impériales sédentaires comme les Ottomans, les Safavides en Iran, les Qing en Chine et principalement l'Empire russe, qui finira par conquérir et coloniser l'Asie centrale.

L'auteur revient dans la fiche 14 sur la politique soviétique des nationalités. Élaborée par Staline, celle-ci a découpé le territoire « de manière discordante par rapport à la dominante ethnique et à la réalité hydrique », de façon à « introduire des ferments de division durables... pour mieux y garantir sa domination ». Ainsi « se pérenniseront sous Léonid Brejnev des "satrapies locales" » (et j'ajouterai des nations confirmées durant l'URSS), qui aboutiront à la création en 1991 des cinq républiques « aux mains de dirigeants adeptes d'une gouvernance autoritaire et d'un pouvoir long fondé sur le clientélisme ».

Dans le chapitre sur les « politiques intérieures », la fiche 23 est consacrée au président kazakh Kassym-Jomart Tokaïev. Affilié comme ses prédécesseurs Kounaïev et Nazarbaïev à la « Horde d'or »², il a, depuis son arrivée au pouvoir, procédé à la « dénazarbaïévisation » et appliqué une profonde réforme au Kazakhstan.

La fiche 41 du chapitre « religion » rappelle l'originalité de l'islam centrasiatique, marqué par « une grande ouverture d'esprit » due notamment au réformisme djadidiste et au soufisme.

Le chapitre sur l'économie souligne les très importantes richesses minières et les immenses possibilités de la région en termes de connectivité, en particulier

1. Voir aussi : P. Andrieu, « Un acteur encore trop méconnu en Europe : l'Asie centrale », Fondation Robert Schuman, 25 novembre 2024.

2. Il s'agit en fait du « grand djouz », l'un des trois djouz, regroupements tribaux qui seraient apparus dès le XVIII^e siècle.

celles présentées par le *Middle Corridor*. Passant par le Kazakhstan et traversant la Caspienne, celui-ci emprunte le Caucase et la mer Noire pour aboutir en Europe. Plusieurs pays dont la Chine (Nouvelles routes de la soie) mais aussi l'UE, qui y a investi 10 milliards d'euros dans le cadre de son initiative *Global Gateway*, y sont intéressés. La fiche 57 souligne la richesse de la région en terres rares.

Enfin, le très complet chapitre « géopolitique » décrit comment les pays centasiatiques, coincés entre la Russie et la Chine, cherchent à diversifier leurs relations tout en tentant de renforcer leurs propres organisations régionales. L'affaiblissement relatif de la Russie depuis son agression de l'Ukraine aiguise également l'intérêt de puissances extérieures comme les États-Unis et l'UE, ses pays membres mais aussi... le Vatican.

La présentation claire et impeccable, et un système efficace de renvois vers les autres fiches, agrémenté de cartes, font de ce livre un vrai ouvrage de référence.

Pierre Andrieu

Moyen-Orient et Monde arabe

IRAN'S GRAND STRATEGY: A POLITICAL HISTORY

Vali Nasr

Princeton, Princeton University
Press, 2025, 408 pages

La principale contribution de cet ouvrage est la déconstruction de lectures occidentales présentant l'Iran comme un État irrationnel, au profit

d'une analyse minutieuse des logiques idéologiques et sécuritaires structurant la prise de décision à Téhéran. Si les choix stratégiques de Téhéran depuis 1979 ne relèvent pas d'une prise de décision classique fondée sur une analyse coûts-bénéfices, ils n'en sont pas moins intelligibles, décryptables à travers un prisme idéologico-sécuritaire.

L'auteur met en lumière l'obsession anti-américaine des dirigeants khomeynistes depuis la « seconde Révolution islamique », symbolisée par la prise d'otages des diplomates américains en novembre 1979, après une première tentative avortée de militants communistes du Toudéh en février de la même année. Si la surenchère idéologique anti-américaine demeure jusqu'à aujourd'hui, Vali Nasr montre comment la République islamique est passée d'un internationalisme islamique dominant dans les années 1980 à une approche de plus en plus sécuritaire à partir de la fin de la guerre Iran-Irak en 1988. L'originalité de l'ouvrage tient également à l'étude croisée des débats internes et des dynamiques régionales. Cette double perspective est décisive pour saisir non seulement les ruptures dans la construction de la stratégie militaire de la République islamique, mais aussi les continuités et évolutions des relations irano-américaines depuis 1979. La crise des otages de 1979-1980 a en effet apporté une clarification durable à une politique étrangère incertaine, avec des effets se prolongeant jusqu'aux choix stratégiques actuels de l'Iran.

La décision de 1982 de prolonger la guerre contre l'Irak et de viser le renversement de Saddam Hussein a marqué une rupture majeure, révélant le décalage entre des ambitions idéologiques démesurées et les capacités militaires limitées de la République islamique. Le

choix d'accepter la fin du conflit en 1988, tel que justifié par Rafsandjani dans ses Mémoires, traduit la reconnaissance de l'impossibilité de vaincre un Irak soutenu par les États-Unis. Le rôle déterminant du facteur américain constitue d'ailleurs un fil rouge de l'ouvrage de Nasr : dès les années Reagan, les ouvertures de Washington sont systématiquement rejetées par le Guide suprême, même si des « occasions manquées » jalonnent la relation, comme l'échec de projets pétroliers bilatéraux dans les années 1990 ou le retrait américain de l'accord nucléaire en 2018, qui met un terme à une phase d'ouverture économique. Les sanctions américaines de 1996, puis la politique de « pressions maximales » de la première administration Trump, ont contribué à inscrire la question des sanctions au cœur de la doctrine sécuritaire iranienne.

L'analyse s'étend ici aux différents théâtres de la confrontation irano-américaine au Moyen-Orient – de la guerre d'Irak (2003) à la Syrie, au Liban, au Yémen et, plus récemment, aux conséquences du 7 octobre pour la doctrine militaire iranienne et sa « stratégie de défense avancée » (*forward defense strategy*).

Vali Nasr met en évidence le talon d'Achille de la stratégie sécuritaire de la République islamique : le faible soutien populaire à ses ambitions régionales. Il conclut en soulignant que la survie du régime pourrait dépendre de la généralisation de ses rares épisodes de pragmatisme, tels l'accord nucléaire de 2015 ou la normalisation avec l'Arabie saoudite en 2023.

Clément Therme

FROM JIHAD TO POLITICS: HOW SYRIAN JIHADIS EMBRACED POLITICS

Jérôme Drevon

New York, Oxford University Press, 2024, 288 pages

L'ouvrage de Jérôme Drevon est particulièrement pertinent en raison de la concomitance de sa parution avec la chute du régime de Bachar Al-Assad et l'avènement du groupe terroriste Hayat Tahrir Al-Cham (HTC). Il faut étudier le processus de politisation des djihadistes durant la guerre civile pour comprendre leur pragmatisme actuel. L'auteur s'est principalement penché sur le cas d'Ahrar Al-Cham, ce groupe considéré comme djihadiste nationaliste à tendance islamiste modérée. Il étudie également Jabhat Al-Nosra, renommé Hayat Tahrir Al-Cham en 2017, mais de manière moins approfondie. Nous avons cependant certaines informations importantes sur son mode de fonctionnement interne et ses relations extérieures. Ces informations permettent de comprendre pourquoi HTC est devenu dominant au sein de l'opposition armée et dans sa lutte contre Bachar Al-Assad : une centralisation extrême, l'élimination des concurrents, dont Ahrar Al-Cham, et des liens étroits avec la Turquie.

Cet ouvrage répond à plusieurs questions concernant l'alchimie de l'opposition armée. Pourquoi les groupes djihadistes ont-ils si rapidement dominé l'opposition armée ? Est-ce l'idéologie qui leur a donné cet avantage, ou ont-ils reçu plus de soutien d'acteurs extérieurs ? Pourquoi les groupes liés aux Frères musulmans n'ont-ils pas réussi à attirer les combattants ? Comment HTC a-t-il pu s'imposer face à Ahrar Al-Cham ? Pour répondre à ces questions, Jérôme

Drevon a mené de nombreux entretiens en Syrie avec les acteurs islamistes, dont il cite souvent des extraits. Ces témoignages sont originaux et précieux. La plupart des personnes interrogées appartiennent à Ahrar Al-Cham, les membres du HTC étant à l'époque moins disposés à communiquer avec des étrangers. L'auteur tend un peu à idéaliser le mode d'organisation d'Ahrar Al-Cham, très décentralisé et qui semble reposer sur un consensus « démocratique », ce qui contraste avec le centralisme et l'autoritarisme du HTC. Il conclut cependant que ce dernier a été plus efficace sur le long terme.

Le dernier chapitre, qui sert de conclusion, examine l'avenir du djihadisme à travers l'exemple de la Syrie. Ce pays a été le berceau du djihad mondial avec l'État islamique mais il a également ouvert une nouvelle voie avec Ahrar Al-Cham et HTC, deux mouvements djihadistes aux aspirations nationales. De nombreux combattants, y compris affiliés à Al-Qaïda en Irak, ont réalisé que le radicalisme et le djihad global ne conduisaient pas à la victoire. Il était essentiel de se synchroniser avec la communauté locale et de cultiver des relations avec les pays donateurs étrangers et les alliés diplomatiques, pour se faire reconnaître comme des acteurs incontournables de la politique, au même titre que le Hamas et les talibans. Ahmed Al-Charaa, l'homme fort du pays, a bien saisi la leçon : il a abandonné la voie empruntée par l'État islamique, après avoir constaté que sa stratégie était désastreuse, et n'a pas hésité à éliminer Ahrar Al-Cham, concurrent redoutable sur le marché du djihadisme national.

Le pragmatisme est un gage de succès militaire, mais il ne signifie pas nécessairement modération ou démocratisation. Après la lecture de cet ouvrage, on s'interroge sur la capacité de HTC à réunifier et à gouverner la Syrie, tant le mouvement repose sur le centralisme et la personnalisation du pouvoir.

Fabrice Balanche